

# NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

TROISIEME ANNEE REPUBLICAINE.

OCTIDI 18 Thermidor,

(Ere vulgaire)

Mercredi 5 Août 1795.

*Les Autrichiens se sont établis à Alassis et à Loano. — Plaintes des Génois contre les Autrichiens. — Troubles à Chatelaine près Geneve. — Bonne intelligence entre les troupes françaises et autrichiennes. — Troubles dans divers comtés d'Angleterre. — Brigands répandus dans la Belgique. — Nouvelles de Quiberon. — Provisions immenses trouvées dans cette isle. — Annonce de paix générale. — Arbre de la liberté coupé à Blois. — Discussion à ce sujet. — Discours de Dubois-Crancé sur l'état actuel de la France. — Nouvelles des Isles-du-Vent.*

## A V I S.

*Les Souscripteurs et les Agens des Postes, dont les Abonnemens expirent à la fin de Thermidor, sont invités à les renouveler incessamment, s'ils ne veulent point éprouver d'interruption. Le prix est actuellement de 100 liv. pour six mois, et 50 liv. pour trois mois. Les Abonnés qui n'envoient point ce nouveau prix, recevront seulement la Feuille au prorata de la somme qu'ils auront adressée. Le Bureau d'Abonnement est toujours rue des Moulins, n°. 500.*

## I T A L I E.

De Turin, le 11 juillet.

Le gouvernement n'a publié aucun rapport officiel depuis trois jours; ce qui suppose que les armées sont encore dans la même position que le 6 & le 7 de ce mois. Des avis particuliers portent, que les autrichiens se sont établis le 7 à Alassio & le lendemain à Loano. On apprend de Gènes, qu'il s'est élevé une contestation entre les deux représentans français Dumas & Belfroi. Le premier reproche à celui-ci, de s'être opposé mal-à-propos à l'arrivée d'un renfort de 25 mille hommes qui devoient se porter à l'aile droite de l'armée française, en assurant qu'elle étoit assez forte pour résister.

Les lettres de Gènes du 9, parlent d'un mécontentement général parmi les habitans de cette république, qui prétendent qu'on les traite en pays conquis plutôt qu'en pays neutre. Ce qui a beaucoup affecté les Génois, c'est de voir flotter le pavillon autrichien sur la forteresse de Vado, tandis que lorsque ce fort étoit occupé par les Français, ils y avoient laissé le pavillon génois.

Le port de Vado est déjà rempli de corsaires portant pavillon austro-sarde, qui infestent la côte.

## S U I S S E.

De Geneve, le 27 juillet.

Il y a eu, il y a quelque tems, à Chatelaine, petit village français, à un quart de lieue de notre ville, où l'on joue la comédie, une rixe entre des terroristes génois & des officiers français. Les premiers demandèrent l'air des Montagnards; l'orchestre le refusa; & les officiers prirent la parole pour appuyer ce refus; de là grand bruit de la part de nos braves qui crierent à tue tête *vivent les jacobins! vive la montagne! à bas la convention*, &c. Le spectacle s'acheva cependant au milieu de tout ce vacarme; mais nos terroristes ne s'en tinrent pas là; ils attendirent sur terre de Geneve un officier qui devoit y passer; ils se mirent bravement trente contre lui, lui brisèrent son sabre, lui arrachèrent ses épaulettes & le laissèrent couvert de contusions & de sang.

Le résident de France a demandé hautement justice de cette affaire; mais notre gouvernement, qui a toujours un grand foible pour la terreur, ne mettra sûrement pas la même ardeur à la poursuite des coupables qu'il en mit il y a peu de tems à poursuivre de jeunes citoyens honorables qui, pour avoir paru une seule fois en rue avec des cravattes vertes, furent jugés dans moins de vingt-quatre heures & condamnés à un bannissement de dix ans.

La très-grande majorité des Génois a été indignée de l'insulte faite à la république française; mais toute notre artillerie, toutes nos armes sont entre les mains du gouvernement qui est entre celles des terroristes, & nous attendons de la justice de la convention nationale que, sans attenter à notre indépendance, elle employe sa puissante intervention pour nous délivrer de la désastreuse influence de Robespierre, qui nous a causé tant de malheurs & nous menace de plus grands maux encore, si les disciples que cet exécration tyran a encore parmi nous ne sont bientôt réprimés & punis.

## I. L E M A G N E.

*S. A. Deutz, le 16 juillet.*

Jusqu'à ce jour les officiers qu'on avoit envoyé de notre rive à Cologne, n'avoient pas pu entrer dans la ville, & avoient été renvoyés aux portes; mais dernièrement S. A. le prince Ferdinand de Wurtemberg ayant envoyé un major au général Français Championet qui commande à Cologne, celui-ci le reçut très-poliment, & l'engagea à dîner, & sur ce que le major lui objecta qu'il ne pourroit s'arrêter assez de tems pour pouvoir profiter de son offre; le général Français envoya au prince Ferdinand un trompette & lui fit dire qu'il ne reverroit le major, qu'après qu'il auroit diné. Il mena le major à la parade & eut pour lui des attentions distinguées.

Avant-hier les officiers du corps impérial eurent un bal où se trouvoient S. A. le prince Ferdinand de Wurtemberg, les généraux Rik, Erbach, Kichmeyer & Salis, & plusieurs autres officiers de l'état-major; deux officiers français de la garnison de Cologne y vinrent; ils y amenèrent quelques chanoinesses, & ils y dansèrent jusqu'à sept heures. Ils malgré les instances qui leur furent faites de rester plus long-tems, ils s'en excusèrent, parce qu'ils avoient ordre du commandant de se retirer lorsqu'on battoit la retraite. On tire de ces circonstances la présomption d'une paix prochaine.

*De Manheim, le 20 juillet.*

Il y a quelques jours, le gouvernement a envoyé une circulaire aux communautés des quatre villages, appellés Neckerau, Seckenheim, Freudenheim & Koffenthal, pour les prévenir qu'ils doivent tenir des gens & des chariots prêts à marcher au premier ordre qui viendra de la part du général de Clairfayt.

## A N G L E T E R R E.

*De Londres, le 16 juillet.*

Le *Dédale*, vaisseau de provision revenant de la Baie de Botanique à la Nouvelle Hollande, est arrivé à Portsmouth le premier de ce mois. Il a rapporté que la colonie étoit en très-bon état à son départ, que les déportés s'y conduisoient avec sagesse, & qu'il y avoit toutes les apparences d'une bonne récolte. Depuis quatre ans que ce bâtiment étoit parti d'Angleterre, il n'a pas perdu un seul homme; ce qui prouve combien l'art si important de conserver les hommes à la mer s'est perfectionné parmi nos marins.

Nous attendons avec impatience les nouvelles des suites de la descente à Quiberon. Celles qu'on reçoit des chefs des émigrés sont toujours rassurantes; mais il faut s'en défier. Les expéditions de ce genre sont si rarement heureuses, & celle-ci nous coûte de si grandes avances, que les gens sages ne sont pas sans inquiétude sur les suites. Quoiqu'il en soit, on fait toujours de nouveaux préparatifs & de nouveaux armemens destinés à des expéditions sur lesquels on garde le plus grand secret. On mande de Portsmouth que 600 hommes détachés de différens régimens de dragons s'y sont embarqués pour une destination inconnue; mais on croit généralement que ce ne peut être que pour quelque opération sur les côtes de France. On ajoute que chaque détachement emmène plus de chevaux que d'hommes. On apprend d'autres endroits qu'on embarque aussi de la cavalerie sur des bâtimens de transport.

On apprend que les Etats-Unis d'Amérique sont parvenus, par la médiation de M. Simpson, leur agent à Gibraltar, à renouveler leur traité d'alliance & d'amitié avec l'empereur de Maroc, Muley-Soliman.

Le froid excessif qui s'est fait sentir dans la nuit du 18 juin, a fait périr une grande quantité de moutons, ce qui est regardé ici comme une grande calamité. Dans le seul comté de Salisbury il en a péri plus de 3000.

Il y a successivement dans différens comtés des émeutes populaires, occasionnées par la cherté de subsistances. On les appaise un moment au moyen de la force militaire; mais ils se renouvellent en d'autres endroits. On espère cependant que la récolte prochaine, dont les apparences sont très-favorables, détruira les germes de mécontentement, en rendant la subsistance du peuple plus facile & moins chère.

## B E L G I Q U E.

*De Bruxelles, le 13 thermidor, (31 juillet, v. st.)*

Les lettres des bords du Rhin marquent que l'on vient de voir filer une petite armée autrichienne, estimée forte de 15 à 18 mille hommes, qui s'est portée sur la forteresse d'Erenbreitstein & Valendar, où l'ennemi forme un rassemblement considérable de troupes; ce qui fait croire cependant que ses vues sont purement défensives, c'est qu'il se couvre par des retranchemens & des batteries formidables, & que des pièces d'artillerie du plus gros calibre sont mises en position. D'un autre côté, les généraux républicains accumulent des forces nombreuses dans les environs de Coblenz, où tous les pontons de l'armée de Sambre & Meuse, de même que ceux que nous avons vu passer dernièrement par cette ville, ont ordre de se rendre en toute diligence. Si l'on veut même s'en rapporter à plusieurs avis qui viennent de bonne source, le général Pichegru auroit envoyé l'ordre au général Jourdan de se tenir prêt pour le passage du Rhin au premier signal qu'il en recevrait. Cette nouvelle paroît d'autant plus probable en ce moment que jamais les préparatifs guerriers n'ont été poussés si vivement sur la rive gauche du Rhin.

Toutes les administrations viennent aussi de recevoir l'ordre des représentans du peuple de mettre tous leurs papiers en état, ce qui fait croire que les changemens annoncés depuis long-tems sont au moment de recevoir leur exécution. Les innovations préparées avec tant de soin, ne sont point encore parfaitement connues, mais il est certain qu'elles tourneront à l'avantage de ce pays.

Des troupes considérables de bandits parcourent les campagnes des environs de cette ville, où ils commettent non-seulement des vols dans les maisons particulières, mais encore ils dévastent les champs, ce qui est infiniment préjudiciable au moment de la moisson. Il y a même eu ces jours passés un combat assez vif à deux lieues d'ici, entre la force armée & une quarantaine de ces scélérats, dont plusieurs ont été blessés; & la troupe mise en fuite s'est réfugiée dans la forêt de Soignes, où l'on est à sa poursuite. L'administration d'arrondissement du Brabant vient d'adresser une lettre circulaire aux municipalités de son ressort, pour les engager à veiller sévèrement au maintien des propriétés, en même-temps que les commandans militaires ont reçu ordre de prêter main-forte dans toutes les occasions contre les dévastateurs.

Depuis que le cours des postes, par la voie de Wesel,

est libre avec l'Allemagne, nous recevons librement ici des lettres de toutes les parties de la Germanie. Voici l'extrait d'une lettre particulière de Berlin, qui, par sa singularité & le rapport qu'elle a avec la Belgique, nous engage à vous la communiquer. « Il est très-apparent que les ci-devant Pays-Bas autrichiens ne retourneront jamais sous leur ancienne domination ; l'on ne croit pas non plus ici qu'ils resteront aux Français. Voici ce que l'on débite à ce sujet à la cour : La Belgique seroit donnée à un petit prince avec une constitution mitigée à l'Anglaise ; ce prince seroit le stathouder, pour le dédommager de la perte de ses dignités en Hollande : l'on assure que le roi prussien travaille pour cet effet auprès du gouvernement français ; mais tout ce que l'on sait de positif à cet égard, c'est que le roi a positivement assuré sa famille Orange que jamais il ne l'abandonneroit. »

## FRANCE

*Le général de brigade Lemoine au général Hoche.*

Du quartier-général de Saint-Pierre, à Quiberon, le 5 thermidor.

Je vous envoie aujourd'hui encore des prisonniers que j'ai fait ramasser dans l'isle par des patrouilles.

Les commissaires des guerres & tous les agens de la république font l'inventaire des magasins ; ce qu'il leur est impossible de faire dans quinze jours. Ces magasins sont immenses, & je doute qu'avec quatre voitures on puisse transporter toutes les marchandises dans un mois. D'après l'aperçu de quelques connoisseurs, on les estime à 1800 millions. Je pense qu'il est instant de les enlever.

Il faut que ces messieurs aient eu de grands projets, pour avoir fait des magasins si considérables. Je vous invite à venir les voir vous-même, & vous en jugerez.

On a trouvé des faux assignats à pleines tonnes ; les volontaires en ont déchiré pour des milliards ; on m'en a apporté plusieurs sacs. Dites-moi s'il faut que je les brûle ou les envoie aux représentans du peuple.

Signé, LEMOINE.

*De Paris, le 17 thermidor.*

Toutes les nouvelles venant de l'étranger s'accordent à faire entrevoir l'époque prochaine d'une pacification particulière entre les diverses puissances belligérantes & la république française. Il est certain que l'objet général de la guerre actuelle étant reconnu absolument impossible à atteindre par la coalition, déjà dissoute en grande partie, il seroit absurde de croire que quelques cours s'obstineroient encore à ne pas céder au besoin particulier qu'elles ont de la paix, & au vœu de leurs nations qui la demandent.

La plupart des politiques calculent aujourd'hui la sagesse que les comités de gouvernement ont mise à décomposer, pièce à pièce, cette coalition, dont il faut convenir que l'ambition affichée de nos précédens gouvernans avoit été le prétexte plausible. Ils observent, qu'à mesure que la république est rentrée dans les principes de justice & d'équité, dont une exagération inconsidérée l'avoit fait sortir, les nations n'ont plus montré cet éloignement qu'elles avoient de traiter avec elle. Parmi ces nations, il n'en est pas une seule, l'Angleterre même, qui n'ait prodigieusement souffert de l'interruption de son commerce avec la France. Il paroît que le gou-

vernement a observé avec sagacité quelles étoient les nations qui souffroient le plus de cette privation de relations commerciales avec nous, & qu'il s'est conduit d'après ce principe général pour des pacifications particulières, dont la série conduit à une pacification générale.

Il paroît que ce but de la guerre actuelle va être atteint ; on parle de négociations ouvertes avec la Sardaigne, l'Empire & l'Autriche. Si l'Angleterre se voit réduite à se mesurer corps à corps avec la république, quelque supériorité que les événemens de la guerre lui ait donné sur les mers, qu'elle appelle son élément, elle ne tardera pas à sentir le danger d'une lutte ainsi prolongée ; car ce n'est pas tout de naviguer avec sûreté pour une puissance, il faut encore que le commerce, but commun de toute navigation, lui paye les frais de ses armemens. Aiasi il ne faudroit pas s'étonner que le ministère britannique, très-incessamment désabusé de l'espoir de pouvoir alimenter des dissensions intestines en France, songeât bientôt à rétablir des relations commerciales avec la république.

Il est douloureux de voir que c'est uniquement sur la tâtaison des Français égarés que la cour britannique appuie des espérances irraisonnables : à mesure que le gouvernement républicain prendra de l'assiette & de la force ces espérances chimériques s'affaibliront de jour en jour & finiront par s'évanouir ; que les amis sinceres de la république se persuadent donc bien que le scandale de nos divisions intestines ne fait qu'éloigner de nous cette tranquillité dont la nation éprouve le besoin, & dont ses ennemis redoutent l'époque, comme devant être celle de l'anarchie, qui les enrichit en condamnant à la misère tout le peuple français.

On écrit de Constantinople que les craintes des mouvemens populaires y sont entièrement dissipés, depuis que la flotte d'Alexandrie y a apporté les subsistances dont le peuple commençoit à manquer.

Il y a eu des querelles très-vives entre les janissaires & les troupes qu'on exerce à la nouvelle tactique. Un assez grand nombre de ces militaires se sont battus dans l'endroit qu'on nomme *le champ de la mort*, & il y en a eu plusieurs de tués de part & d'autre.

*Essai sur la vie de J. J. Barthélemy, par Louis-Jules-Barbon-Mancini Nivernois. De l'imprimerie de Didot le jeune ; à Paris, chez G. Debure l'aîné, rue Serpente, n°. 6.*

Il est des ouvrages dont il suffit d'annoncer le sujet ou de nommer l'auteur, pour exciter en leur faveur l'attention publique ; cet Essai est du petit nombre de tels ouvrages : c'est la vie intéressante d'un philosophe sensible, d'un savant aimable & d'un homme à qui nous devons la connoissance parfaite des mœurs de la Grèce. Nous laisserons aux érudits à apprécier les services immenses que M. Barthélemy a rendus à la partie la plus positive de l'histoire, c'est-à-dire à la partie des médailles. On n'analyse point la vie d'un homme dont tous les instans ont été consacrés à l'étude & aux progrès de l'art ; on la lit, lorsqu'elle est écrite avec la touchante sensibilité que l'auteur a mise dans celle-ci. Il le suit comme un ami fidèle ; on voit qu'il n'a rien à dissimuler sur les mœurs & sur la bonté du caractère de son héros : par-tout on trouve dans cet écrit cette fleur suave d'atticisme qu'on cherche si vainement dans nos écrits les plus récents, & que les

événemens semblaient avoir fané pour long-tems ; c'est une découverte précieuse que cette conservation du bon goût, dont la mode renaitra peut-être avec la paix que la France attend d'un nouvel ordre de choses. Nous n'ajouterons rien pour déterminer la lecture de l'Essai que nous annonçons ; l'auteur & le sujet sont également connus & recommandables par leur mérite. *Je suis Dunois ; c'étoit au dire assez.*

### CONVENTION NATIONALE.

Présidence du citoyen DAVOUD.

Séance du 17 thermidor.

Les administrateurs de Blois écrivent qu'il y a eu quelques mouvemens dans cette commune ; des malveillans ont poussé l'audace jusqu'à couper l'arbre de la liberté. Un membre dit que ceux qui agitent cette commune sont des gens qu'il avoit fait incarcérer & qui ont égorgé des prisonniers qu'on transféroit à Saumur.

Perrin, des Voges, a assuré que la majorité des départemens étoient tranquilles ; qu'on exagéroit même ce qu'on dit des troubles qui agitent quelques parties de la république ; il cite son département, où pas un homme n'est incarcéré pour cause de terrorisme, & où tout le monde est paisible.

La lettre des administrateurs de Blois sera insérée au bulletin.

Cossuin réclame contre l'article de la constitution qui exclut les célibataires des places publiques ; il dit que de très-bons citoyens pendant les orages de la révolution n'ont osé se marier ; on craignoit de devenir pere : 12 cents mille hommes qui combattent pour la liberté pouvoient-ils s'engager dans les liens du mariage ?

On demande le renvoi de cette observation à la commission des onze. Un membre saisit cette occasion pour proposer qu'on éloigne les prêtres de toutes les fonctions publiques ; le motif qu'il allégué, c'est que leur mission dans ce monde est entièrement spirituelle. André Dumont s'élève avec force contre ces proscriptions en masse ; il rappelle combien on a égorgé de citoyens avec des mots : aujourd'hui, on traite tout le monde de royaliste ; on lui donne cette épithète à lui même, & il y a six mois on le traitoit de terroriste : il n'y a, dit-il, que de bons & de mauvais citoyens ; il faut punir les uns & protéger les autres.

Le discours de Dumont a été vivement applaudi, & le renvoi par & simple est décrété.

On se rappelle la scène scandaleuse que Dubois-Crancé fit, il y a quelques jours, à des pétitionnaires ; il s'est plaint aujourd'hui de la manière dont les journaux avoient rendu compte de cette affaire. La séance étoit levée, ainsi donc il ne parloit pas comme représentant ; il ne violoit pas le droit de pétition ; c'étoit une rixe de particulier à particulier : cependant il convient qu'il a eu tort ; qu'il est prêt à faire des excuses au citoyen qu'il a injurié. ( On sait dans quels termes & combien le langage de Dubois-Crancé est poli. )

Après avoir témoigné ses regrets de la faute qu'il a commise, & qu'il attribue au caractère âpre dont la nature l'a doué, Dubois-Crancé a fait une sortie contre les pétitionnaires dont il étoit question ; il a demandé que le comité de législation fit promptement son rapport sur les députés qui gémissent sous le poids des accusations qui

veulent que la convention s'épure ; il trouve que la position de la France est telle qu'il y a un an ; au 31 mai on a proscrit cent députés ; on en a proscrit cent autres depuis le 12 germinal ; on assassinoit sous le prétexte de fédéralisme, on assassine sous le prétexte de royalisme ! Que le comité fasse au plutôt son rapport, & qu'on nomme une commission de 21 membres, pour savoir s'il y a lieu à accusation contre les députés emprisonnés. Voilà ce que Dubois-Crancé propose.

Il pense aussi qu'on ne veut aujourd'hui que retenir d'excellens patriotes sous les verroux, pour les éloigner des assemblées primaires, quand il s'agira d'accepter la constitution.

L'assemblée décrète que le comité de législation fera son rapport primidi ; on demande ensuite l'impression de discours de Dubois-Crancé ; plusieurs membres invoquent l'ordre du jour ; il est rejeté ; Bayeux & autres réclament la parole pour parler contre l'impression ; dans une partie de la salle on s'y oppose avec acharnement ; vous n'êtes pas encore les maîtres, leur crie Bailly ; Bayeux démontre que l'assemblée ne doit pas se mêler d'une affaire particulière, & que le discours de Dubois-Crancé ne tend qu'à semer la division ; Bayeux est interrompu par des cris.

Plusieurs membres se précipitent à la tribune pour avoir la parole ; on propose d'imprimer la partie du discours qui renferme les excuses de Dubois-Crancé à ceux qui ont été injuriés : Guyomard & Beniaboie veulent qu'on imprime tout ; ce dernier assure que ce discours ne contient pas un mot, que l'assemblée ne puisse avouer ; y est dit, s'écrie Larivière, que l'assemblée a proscrit des députés au 12 germinal ; l'agitation est des plus vives. Dubois-Crancé monte à la tribune ; la parole pour une motion d'ordre, dit Legendre ; Dubois-Crancé annonce alors qu'il vient appuyer l'ordre du jour.

Legendre fait sentir l'ineptie des déclamations éternelles contre les journaux ; l'homme de bien brave la calomnie, & y répond par ses actions ; que ceux qu'on attaque répondent. Faisons mieux, dit-il, faisons le bonheur du peuple, & il foulera aux pieds les journaux où on nous calomnie.

La même partie de l'assemblée qui avoit fait rejeter l'ordre du jour, insistoit toujours avec emportement pour l'impression ; Henri Larivière court à la tribune ; c'est la question préalable que j'invoque ; l'ordre du jour aviliroit la convention ; l'ordre du jour sur un discours où l'on confond le 31 mai avec le 12 prairial ; les victoires avec les bourreaux : vous avez été indulgens pour le crime, & le crime tourne votre indulgence contre vous mêmes ! Malheureux ! ( en s'adressant à une partie de la salle ), on alloit vous pardonner, & vous osez sortir de l'obscurité qui fait votre salut ! Vous avez soulevé la voile qui vous cachoit & qui n'étoit pas fort épais !

( On applaudit vivement. )

Nous l'avons connoître la suite de cette séance ; l'impression du discours de Dubois-Crancé a été rejeté par la question préalable. Beissy a fait un rapport sur les colonies ; il a été décrété, comme article constitutionnel, qu'elles faisoient partie intégrante de la république française. Fermond & Merlin, de Douai, ont lu des nouvelles ; les uns annoncent que toutes nos îles du Vent sont reconquises & celles des Anglais ravagées ; les autres qu'on a trouvé à Quiberon des approvisionnemens de toute espece, estimés 18 cents millions